

Comité consultatif sur l'application des droits

Dix-huitième session
Genève, 2 – 4 juin 2026

LES MÉCANISMES NON CONTRAIGNANTS COMME MOYEN DE RENFORCER LES POLITIQUES D'APPLICATION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE : PARTAGE DES PRATIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE

*Contribution établie par Mme Virginie Fossoul, cheffe d'équipe, Mme Mette Korsholm, juriste et responsable des politiques, et M. Laszlo Vass, juriste et responsable des politiques, Commission européenne, Bruxelles (Belgique)**

RÉSUMÉ

Au sein de l'Union européenne (UE), les politiques d'application des droits de propriété intellectuelle se caractérisent par une combinaison de mesures législatives et non législatives. Les principes fondamentaux sont inscrits dans la législation, le principal texte législatif en matière de protection de la propriété intellectuelle étant la Directive 2004/48/CE relative au respect des droits de propriété intellectuelle. Afin de maintenir une politique d'application des droits de propriété intellectuelle souple et efficace, l'UE s'appuie également sur des mesures non législatives. Cette approche permet des actions plus dynamiques et parfois ciblées, capables de répondre rapidement et efficacement aux nouvelles tendances en matière d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle. La présente contribution résume les dernières initiatives de l'UE dans ce domaine.

* Les points de vue exprimés dans le présent document sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux du Secrétariat ou des États membres de l'OMPI.

I. INTRODUCTION

1. Afin de garantir une application efficace, équilibrée et exhaustive des droits de propriété intellectuelle, l'Union européenne (UE) a adopté plusieurs textes législatifs, notamment la Directive 2004/48/CE relative au respect des droits de propriété intellectuelle et le Règlement (UE) n° 608/2013 concernant le contrôle, par les autorités douanières, du respect des droits de propriété intellectuelle. Bien qu'ils ne se limitent pas au domaine de la propriété intellectuelle, d'autres textes législatifs, tels que le Règlement (UE) 2022/2065 relatif à un marché unique des services numériques (connu également sous son nom en anglais, Digital Services Act), qui vise à lutter contre les contenus illicites mis à disposition en ligne, fournissent des outils supplémentaires d'application des droits, permettant une approche globale au sein de l'UE en matière de respect des droits de propriété intellectuelle, tant en ligne que hors ligne.

2. Au-delà des mesures législatives, l'UE s'est engagée à élargir sa panoplie d'outils pour lutter contre les atteintes à la propriété intellectuelle par des mesures non contraignantes supplémentaires. En 2024, la Commission européenne a publié la Recommandation (UE) 2024/915 relative à des mesures visant à lutter contre la contrefaçon et à renforcer le respect des droits de propriété intellectuelle¹. Cette recommandation est le fruit d'une vaste consultation menée auprès d'un large éventail de parties prenantes, qui a mis en évidence l'importance des actions non législatives et de la mise à profit des meilleures pratiques dans des domaines cruciaux, tels que le renforcement de la coopération et du partage d'informations entre toutes les parties prenantes concernées, la promotion du recours aux injonctions dynamiques et la destruction écologique des produits contrefaisants. Elle a également reconnu la nécessité de faire mieux connaître la propriété intellectuelle, de proposer des formations dans ce domaine et de faciliter le règlement des litiges. Enfin, elle a souligné le rôle que peuvent jouer les nouvelles technologies dans la lutte contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle et le cybervol.

3. Deux autres mesures non contraignantes ont récemment été adoptées afin de renforcer l'efficacité des outils dont dispose l'UE pour l'application des droits de propriété intellectuelle. La première est la Recommandation (UE) 2023/1018 de la Commission du 4 mai 2023 sur la lutte contre le piratage en ligne des manifestations sportives et autres événements en direct. La Commission évalue actuellement les effets de cette recommandation. L'autre est la communication de la Commission européenne sur le commerce électronique, adoptée en février 2025, qui inscrit la Recommandation (UE) 2024/915 dans le cadre d'un effort plus large mené à l'échelle de l'UE pour résoudre les problèmes liés aux échanges sur les plateformes de commerce électronique, qui comprennent non seulement la contrefaçon, mais aussi les produits dangereux et les préoccupations environnementales.

4. La présente contribution se concentrera sur les mesures les plus efficaces contenues dans la Recommandation (UE) 2024/915 et mettra en évidence les meilleures pratiques au sein de l'UE pour lutter contre la contrefaçon.

II. MESURES VISANT À COMPLÉTER LES ACTIONS LÉGISLATIVES

5. La consultation des parties prenantes à l'origine de la Recommandation (UE) 2024/915 a mis en évidence l'importance d'une coopération et d'un partage d'informations accrus entre toutes les parties prenantes concernées, en particulier les pouvoirs publics, les titulaires de droits et les prestataires de services intermédiaires, lors de l'élaboration de toute politique d'application des droits de propriété intellectuelle fondée sur la législation européenne et les outils existants.

¹ Recommandation (UE) 2024/915 de la Commission du 19 mars 2024 relative à des mesures visant à lutter contre la contrefaçon et à renforcer le respect des droits de propriété intellectuelle.

6. Dans cette optique, la Recommandation (UE) 2024/915 comprend un ensemble de mesures non législatives visant à encourager tous les acteurs de la chaîne de valeur à prendre les mesures nécessaires pour renforcer l'application des droits de propriété intellectuelle. Si la Recommandation (UE) 2024/915 porte principalement sur le marché de l'UE, bon nombre de ses mesures s'appliquent également aux juridictions des pays tiers, compte tenu notamment de la dimension internationale des chaînes d'approvisionnement et des activités portant atteinte à la propriété intellectuelle. Toute mesure non contraignante doit respecter, y compris pour sa mise en œuvre, les législations européennes ou nationales applicables ainsi que le principe de proportionnalité, notamment en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel, le droit à la vie privée et à la liberté d'entreprise, ainsi que le droit à un recours effectif.

A. RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DE CERTAINES CATÉGORIES DE PARTIES PRENANTES

7. Chaque acteur de la chaîne de valeur occupe une position unique, qui lui permet de prendre des mesures ou de collecter des informations bien précises. Par exemple, les titulaires de droits sont particulièrement bien placés pour détecter, identifier et signaler aux autorités chargées de l'application des droits les activités de contrefaçon, en particulier les produits contrefaisants. Les services intermédiaires, notamment les services de transport et de logistique ou les services de paiement, peuvent prendre des mesures pour empêcher toute utilisation abusive par des auteurs d'atteintes. Dans ce contexte, l'UE a adopté une série de recommandations destinées à certaines parties prenantes.

a) Prestataires de services de transport et de logistique

8. Afin de faciliter la détection des activités portant atteinte à la propriété intellectuelle, les prestataires de services de transport et de logistique sont encouragés à indiquer clairement dans leurs conditions générales :

- 1) dans quelles circonstances ils ont le droit d'ouvrir et d'inspecter une cargaison afin d'examiner si celle-ci contient des marchandises portant atteinte à la propriété intellectuelle;
- 2) la procédure prévue pour informer le destinataire ou le propriétaire des marchandises du résultat de cet examen, quelles que soient les circonstances, même si aucune preuve d'atteinte à la propriété intellectuelle n'a été trouvée; et
- 3) les voies de recours et d'indemnisation dont dispose le destinataire ou le propriétaire de la cargaison lorsque celle-ci est ouverte et qu'aucune preuve de la présence de marchandises portant atteinte à la propriété intellectuelle n'est trouvée.

Ces services sont également encouragés à mettre en place un système de vérification des données relatives aux cargaisons afin de transmettre aux autorités douanières, à leur demande, des données fiables avant l'arrivée des marchandises, et de contribuer ainsi à une évaluation efficace des risques par les douanes en ce qui concerne les activités portant atteinte à la propriété intellectuelle.

b) Prestataires de services de paiement

9. Afin de prévenir l'utilisation abusive de leurs services pour des activités portant atteinte à la propriété intellectuelle, les prestataires de services de paiement sont encouragés à mettre en œuvre les bonnes pratiques suivantes :

- 1) indiquer clairement dans leurs conditions générales, comme motif de suspension ou de résiliation de leur contrat avec les vendeurs, toute constatation, y compris par l'autorité compétente, de l'utilisation de leurs services de paiement pour des activités portant atteinte à la propriété intellectuelle;
- 2) mettre en place des mécanismes de notification permettant aux titulaires de droits qui utilisent leurs services de paiement de signaler toute activité portant atteinte à la propriété intellectuelle;
- 3) lorsque cela est techniquement et économiquement possible, disposer d'un système d'information permettant d'identifier les opérateurs se livrant à des activités portant atteinte à la propriété intellectuelle, à partir de différents services de paiement, lorsqu'un prestataire de services de paiement a mis fin à ses services avec lesdits opérateurs en raison de telles activités;
- 4) échanger des informations avec d'autres prestataires de services de paiement sur les tendances en matière d'activités portant atteinte à la propriété intellectuelle et mettre en place des mesures spécialement conçues pour lutter contre l'utilisation abusive et répétée de leurs services, en particulier lorsqu'une autorité compétente a constaté que ces derniers ont été utilisés pour ce type d'activités.

c) Fournisseurs de médias sociaux

10. Afin de prévenir l'utilisation abusive de leurs services pour des activités portant atteinte à la propriété intellectuelle, les fournisseurs de médias sociaux sont encouragés à mettre en œuvre les bonnes pratiques suivantes :

- 1) aider les titulaires de droits, en particulier les titulaires de marques, et les autorités compétentes à lutter contre l'utilisation illégale de leurs marques dans les noms de comptes des médias sociaux, notamment dans les communications privées ou les groupes fermés, y compris en proposant aux titulaires de marques des comptes certifiés;
- 2) mettre en place des systèmes permettant d'identifier les personnes physiques ou morales soupçonnées d'utiliser leurs services de manière abusive pour se livrer à des activités portant atteinte à la propriété intellectuelle, et de prendre les mesures qui s'imposent;
- 3) disposer de politiques visant à sensibiliser les administrateurs de groupes sur les réseaux sociaux au risque de voir des utilisateurs mener des activités portant atteinte à la propriété intellectuelle dans le cadre de communications privées ou de groupes fermés.

d) Fournisseurs de noms de domaine

11. Les registres de noms de domaine de premier niveau et les entités fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine établis dans l'UE ou offrant des services dans l'UE sont encouragés à mettre en œuvre les bonnes pratiques suivantes :

- 1) prévoir, dans leurs conditions générales, que la découverte par l'autorité compétente d'activités portant atteinte à la propriété intellectuelle en rapport avec un nom de domaine ou son utilisation peut entraîner la résiliation de l'enregistrement ou la suspension et la suppression de l'attribution du nom de domaine, c'est-à-dire le retrait définitif de l'attribution du nom de domaine du système des noms de domaine (DNS), empêchant ainsi une résolution sur l'Internet, généralement en tant que mesure accompagnant ou précédant la résiliation de l'enregistrement;
- 2) fournir aux titulaires d'un nom de domaine, au cours du processus d'enregistrement, des liens vers les registres de propriété intellectuelle pertinents, accessibles au public et consultables en ligne, afin qu'ils puissent vérifier l'existence d'éventuels conflits entre le nom de domaine et des droits de propriété intellectuelle enregistrés, et d'encourager les registres de noms de domaine de premier niveau à reproduire les informations existantes et à modifier leurs systèmes;
- 3) prévoir des procédures de vérification des données relatives à l'enregistrement des noms de domaine, en utilisant, par exemple, des solutions d'identification électronique ou des registres accessibles au public, tels que les registres civils et de commerce, afin de vérifier l'identité du titulaire;
- 4) prendre des mesures volontaires pour détecter les données d'enregistrement incorrectes pour les noms de domaine existants et accorder aux titulaires de noms de domaine un délai raisonnable pour corriger ou compléter ces données, après lequel une notification de suspension de l'attribution de leur nom de domaine peut leur être présentée.

B. DÉSIGNATION D'UN POINT DE CONTACT UNIQUE EN MATIÈRE D'APPLICATION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

12. L'un des premiers obstacles à la mise en place d'une coopération entre les parties prenantes est l'absence d'un point de contact désigné pour examiner les questions liées aux droits de propriété intellectuelle et aux activités y portant atteinte. Cette situation empêche une application rapide et efficace des droits de propriété intellectuelle et nuit à la coopération entre les parties prenantes. Pour remédier à ce problème, la Recommandation (UE) 2024/915 encourage les autorités compétentes, les titulaires de droits et les fournisseurs de services intermédiaires à désigner un point de contact en matière d'application des droits de propriété intellectuelle, et à indiquer clairement son nom sur leur site Web et sur les autres canaux de communication utilisés. Ils sont en outre encouragés à utiliser la plateforme IP Enforcement Portal (IPEP) de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) pour faire connaître leur point de contact désigné en matière de respect des droits de propriété intellectuelle.

C. ENCOURAGER LES PROCÉDURES DE RÈGLEMENT EXTRAJUDICIAIRE DES LITIGES

13. Les procédures de règlement extrajudiciaire des litiges offrent une alternative rentable, plus rapide et plus efficace aux procédures judiciaires traditionnelles, en particulier pour les litiges transfrontières et pour les petites et moyennes entreprises. L'accès aux procédures de règlement extrajudiciaire des litiges doit donc être étendu à tous les types de litiges de propriété

intellectuelle, y compris les litiges relatifs aux noms de domaine. À cette fin, la Recommandation (UE) 2024/915 encourage les offices nationaux de propriété intellectuelle, lorsqu'ils proposent une médiation, ainsi que les autres prestataires de services de règlement extrajudiciaire des litiges, à fournir des services de médiation pour les litiges de propriété intellectuelle autres que les procédures d'enregistrement et d'opposition pour tous les types de droits de propriété intellectuelle, y compris les indications géographiques.

14. En outre, les registres de noms de domaines de premier niveau établis dans l'UE ou proposant des services dans l'UE sont encouragés à prendre les mesures suivantes pour mettre en place une procédure de règlement extrajudiciaire des litiges dans le cadre de laquelle les droits de propriété intellectuelle peuvent être invoqués :

- 1) tenir compte des bonnes pratiques internationales dans ce domaine et, en particulier, des recommandations pertinentes de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) pour éviter autant que possible les enregistrements spéculatifs et abusifs;
- 2) respecter des règles de procédure uniformes, conformes à celles énoncées dans les Principes directeurs concernant le règlement uniforme des litiges relatifs aux noms de domaine de l'ICANN.

15. Enfin, à l'issue d'une procédure de règlement extrajudiciaire des litiges dans laquelle le titulaire des droits a eu gain de cause, et qui peut être considérée comme définitive ou pour laquelle aucun recours n'est possible, le registre est encouragé soit à révoquer le nom de domaine, soit à le transférer à la partie ayant eu gain de cause sur demande.

D. PROMOUVOIR LE RECOURS AUX INJONCTIONS DYNAMIQUES

16. Les injonctions dynamiques constituent un outil important pour faire face à la nature évolutive des atteintes à la propriété intellectuelle, en particulier dans l'environnement en ligne. Elles permettent aux tribunaux de prononcer des injonctions qui ne se limitent pas au site Web ou au domaine initialement identifié, mais peuvent également s'étendre à de nouveaux sites Web, domaines ou procédés techniques utilisés par les auteurs de l'atteinte pour poursuivre l'activité illicite. Il est ainsi possible d'éviter que les auteurs de l'atteinte ne réapparaissent rapidement sous des identités numériques légèrement différentes une fois que des mesures d'application des droits ont été prises et, pour les titulaires de droits, de réduire les coûts liés à l'application des droits tout en évitant des procédures judiciaires répétitives. L'UE encourage ses États membres à promouvoir le recours à de telles injonctions.

E. ENCOURAGER LA DESTRUCTION ÉCOLOGIQUEMENT RATIONNELLE DES MARCHANDISES PORTANT ATTEINTE À LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

17. Les méthodes de destruction traditionnelles peuvent nuire à l'environnement. Conformément au programme de l'UE visant à élaborer et à encourager des mesures environnementales ambitieuses et exhaustives, la Recommandation (UE) 2024/915 encourage les autorités compétentes et les opérateurs économiques à veiller à ce que les marchandises portant atteinte à la propriété intellectuelle dont la destruction a été ordonnée fassent l'objet d'une préparation en vue d'un réemploi, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation, et ne soient incinérées ou jetées dans des décharges qu'en dernier recours, lorsque ces solutions offrent les meilleurs résultats en matière d'environnement et de santé humaine.

F. TIRER PARTI DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET DES TECHNOLOGIES DE POINTE

18. Afin de faire face à des techniques de contrefaçon de plus en plus sophistiquées, la Recommandation (UE) 2024/915 encourage les opérateurs économiques, en particulier les prestataires de services intermédiaires et les titulaires de droits, à utiliser des technologies de pointe. Cela inclut les méthodes d'analyse de données, les systèmes automatisés de reconnaissance de contenu et l'apprentissage automatique (y compris l'apprentissage profond) pour détecter les produits contrefaisants en ligne. Ces technologies peuvent améliorer la rapidité et la précision de la détection, alléger la charge de travail des autorités chargées de l'application des droits et renforcer les mesures préventives.

G. SENSIBILISER LES PARTIES PRENANTES CONCERNÉES À LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET LEUR PROPOSER DES FORMATIONS ET DES CONTENUS ÉDUCATIFS DANS CE DOMAINE

19. Les consultations ont mis en évidence la nécessité de mener des actions ciblées pour faire connaître les effets négatifs de la contrefaçon, en mettant particulièrement l'accent sur les risques que présentent les produits contrefaisants pour la santé et la sécurité. À cette fin, la Recommandation (UE) 2024/915 encourage les États membres de l'UE à intégrer dans leurs programmes d'études nationaux et dans la formation professionnelle, en particulier dans les études commerciales de l'enseignement supérieur, les concepts fondamentaux liés aux droits de propriété intellectuelle et à leur valeur, à l'utilisation éthique des éléments protégés par la propriété intellectuelle, ainsi qu'aux atteintes aux droits. Les États membres sont également encouragés à promouvoir la créativité, l'innovation, l'esprit d'entreprise et un engagement numérique responsable.

20. En outre, les États membres de l'UE sont encouragés à faire mieux connaître la propriété intellectuelle à travers les manuels scolaires et à diffuser du matériel de formation sur les droits de propriété intellectuelle auprès des établissements de formation des enseignants, en utilisant les ressources pédagogiques et de formation produites et rassemblées dans le cadre du projet IdeasPowered@school géré par l'EUIPO. Ces supports doivent inclure des données factuelles sur les risques posés par les produits contrefaisants en matière de santé et de sécurité.

21. Enfin, les États membres de l'UE sont encouragés à inclure des contenus sur mesure relatifs à la protection et au respect de la propriété intellectuelle dans les programmes de formation nationaux obligatoires destinés aux autorités compétentes, notamment la police, les services douaniers et le ministère public, ainsi que dans les programmes de formation nationaux conçus pour les autorités de surveillance des marchés et les services de garde-frontières et de garde-côtes. Les autorités compétentes, y compris les autorités de surveillance des marchés et les services de garde-frontières et de garde-côtes, sont encouragées à promouvoir la participation de leur personnel à des séances de formation régulières sur le respect des droits de propriété intellectuelle et à diffuser auprès de leur personnel le matériel de formation.

III. CONCLUSION

22. L'approche suivie par l'UE en matière d'application des droits de propriété intellectuelle repose sur une combinaison de mesures législatives et non législatives. La législation offre aux titulaires de droits un environnement juridique clair et prévisible, tandis que les initiatives non législatives viennent compléter ce cadre pour répondre aux nouvelles tendances et à celles qui se dessinent. Cette approche équilibrée permet d'apporter des réponses efficaces à la nature transfrontalière et évolutive des activités portant atteinte à la propriété intellectuelle. Une coordination étroite avec les partenaires internationaux reste essentielle pour relever ces défis et garantir que les efforts pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle restent

cohérents, proportionnés et efficaces dans tous les ressorts territoriaux. La mise en place d'une approche fondée sur des instruments non contraignants peut également ouvrir la voie à l'adaptation de la législation existante en testant l'impact de ces mesures et en les transformant en mesures législatives si elles s'avèrent efficaces. Dans cette optique, la Commission européenne, en collaboration avec l'EUIPO et les États membres de l'UE, poursuivra son travail de mise en œuvre et de suivi et veillera à ce que la Recommandation (UE) 2024/915 relative à des mesures visant à lutter contre la contrefaçon et à renforcer le respect des droits de propriété intellectuelle soit réexaminée en 2027, afin de maintenir un niveau élevé de protection et d'application des droits de propriété intellectuelle.

[Fin de la contribution]